

Yanis Varoufakis : « Emmanuel Macron a voulu sauver la Grèce, votez pour lui ! »

Même s'ils ont raison de combattre ses orientations économiques, les progressistes français ne doivent pas le renvoyer dos-à-dos avec Le Pen, considère l'ex-ministre des finances grec.

LE MONDE | 02.05.2017 à 06h38 • Mis à jour le 02.05.2017 à 07h08 | Par Yánis Varoufákis (Economiste, ancien ministre des finances grec)

Il y a un an, lors d'un événement à la New York Public Library, Noam Chomsky et moi-même avons été interrogés par un participant sur notre position concernant le duel à venir entre Donald Trump et Hillary Clinton. Tous deux, nous avons répondu que, dans les Etats décisifs (*swing states*), les progressistes américains devraient se boucher le nez d'une main et voter Clinton de l'autre.

Des années auparavant, en avril 2002, des consignes similaires avaient été données aux électeurs par toutes les personnalités de la gauche française lorsque Jacques Chirac et Jean-Marie Le Pen avaient été les deux candidats arrivés au deuxième tour de l'élection présidentielle : « Bouchez-vous le nez et votez Chirac ! » Telle était la position unanime de la gauche.

Marine Le Pen est-elle vraiment une option moins inacceptable que son père ? Emmanuel Macron est-il pire, du point de vue de la gauche, que Jacques Chirac en 2002 ? Si ce n'est pas le cas, pourquoi certains leaders de la gauche refusent-ils aujourd'hui de soutenir Macron contre Le Pen ? C'est pour moi une véritable énigme.

Soutien sans équivoque

Les électeurs progressistes français ont toutes les raisons d'être en colère contre Emmanuel Macron :

- Sa poursuite de la déréglementation du marché du travail au milieu d'une crise déflationniste est du néolibéralisme enragé.
- Ses propositions actuelles pour une reconfiguration de la zone euro qui la transformera en une "fédération-light" jouent directement le jeu du grand plan de Wolfgang Schäuble pour une union d'austérité permanente dans laquelle la France perdra le peu de contrôle qu'elle a conservé sur son budget national (« *Je veux la troïka à Paris* », ai-je une fois entendu dire Schäuble), en échange d'un budget commun de la zone euro macro-économiquement insignifiant.
- Ses propositions plus récentes visant à réduire les impôts sur la fortune et à réduire les dotations du gouvernement aux collectivités locales ne vont pas dans le sens de l'histoire.

Néanmoins, il n'en est pas moins scandaleux pour tout progressiste que de renvoyer dos-à-dos Le Pen et Macron. Bien sûr, nous souhaiterions tous, du moins ceux d'entre nous qui sont de gauche, que le système électoral français ne soit pas binaire. Mais il l'est.

Et, cela étant donné, je refuse de faire partie d'une génération de progressistes européens qui auraient pu empêcher Marine Le Pen de gagner la présidence française mais ne l'ont pas fait. C'est pourquoi j'écris cet article : pour soutenir sans équivoque la candidature de Macron au deuxième tour. Le Front national ne peut pas s'emparer de l'Elysée par surprise, du fait d'une indifférence tactique fautive de notre part.

Bien que cela aurait été ma position, qui que soit celui qui se serait présenté contre Le Pen sur la base d'un projet non raciste, il y a quelque chose de plus dans mon soutien à Emmanuel Macron : au cours de mon mandat en tant que ministre des finances de la Grèce au début de 2015, Emmanuel

m'a révélé un côté de lui que peu de progressistes connaissent.

A la recherche d'une « solution durable » pour la Grèce

Alors que la troïka des créanciers de la Grèce et le gouvernement de Berlin étrangeaient les tentatives de notre gouvernement de gauche nouvellement élu pour libérer la Grèce du carcan de sa dette, Macron a été le seul ministre d'Etat en Europe à faire tout son possible pour nous aider. Et il l'a fait en prenant un risque politique personnel.

Je me souviens très clairement de l'après-midi du 28 juin 2015, ce terrible dimanche, lorsque l'Eurogroupe avait décidé de fermer nos banques pour punir notre gouvernement de résister à un nouveau prêt prédateur et à d'autres attaques austéritaires antisociales et récessionnaires affectant les Grecs les plus faibles.

C'est vers 18 heures que j'ai reçu un SMS d'Emmanuel, par lequel il m'informait qu'il avait du mal à convaincre le président Hollande et Sigmar Gabriel, le vice-chancelier d'Allemagne, de trouver une solution : « *Je ne veux pas que ma génération soit celle qui aura été responsable de la sortie de la Grèce de l'Europe* », disait-il.

Moins d'une minute plus tard, j'ai répondu : « *Mais bien sûr. Il suffit de savoir que nous avons besoin d'un accord qui offre un répit à long terme et la perspective que cette situation ne se répétera pas dans quelques mois.* » Emmanuel était d'accord. Il allait parler à son président et reviendrait vers moi : « *Une solution durable est la clé, je suis d'accord avec vous* », écrivait-il, en proposant de se rendre incognito à Athènes le lendemain, de dîner avec moi et Alexis [Tsipras], et de forger un accord entre Athènes, Berlin et Paris.

Après minuit, alors que nous étions en pleins préparatifs pour les fermetures de banques, Emmanuel m'écrivit à nouveau pour m'informer que le président Hollande envisageait de faire une déclaration le matin pour rouvrir les négociations. Je l'ai remercié et j'ai attendu. « *Bien*, a dit Emmanuel un peu plus tard, *je suis prêt et je suis sûr qu'Alexis, vous et moi pourrons trouver un accord... Je vais convaincre le président demain. Nous devons réussir !* »

Tentative infructueuse de médiation

Le lendemain matin, le lundi 29 juin, le jour où il devait venir à Athènes, Emmanuel a appelé pour demander un service : Alexis pouvait-il contacter le président Hollande pour confirmer qu'il était prêt à recevoir Emmanuel à Athènes, comme émissaire du président français ?

J'ai appelé Alexis, expliqué l'occasion qui nous était proposée, et il était d'accord. Une heure plus tard, cependant, Alexis m'a rappelé, en colère, ce qui était compréhensible. « *Qu'est-ce qui se passe ?*, demanda-t-il. *Le bureau de Hollande répond qu'ils n'ont aucune idée d'une éventuelle mission de Macron à Athènes. Ils nous ont renvoyés vers Michel Sapin. Est-ce qu'il te fait marcher ?* »

Quand j'ai fait part de cet échange à Emmanuel, il a eu l'air en colère. Son explication m'a choqué : « *Les gens de l'entourage de Hollande ne veulent pas que je vienne à Athènes. Ils sont proches de la chancellerie de Berlin. Ils ont clairement bloqué la démarche d'Alexis. Mais donnez-moi son numéro de téléphone portable personnel [celui de Tsipras]. Je vais aller à l'Elysée personnellement dans une heure pour lui parler [à Hollande] et lui demander d'appeler Alexis directement.* »

Quelques heures passèrent, mais Hollande n'appela jamais Alexis. J'ai donc envoyé un SMS à Emmanuel : « *Si j'ai bien compris, il n'y a pas eu de progrès ? Et votre voyage a été annulé ?* » Un Macron abattu m'a confirmé qu'il avait été bloqué – par son président et son entourage. « *Je vais encore insister pour vous aider, Yanis, croyez-moi* », a-t-il promis. Je l'ai cru.

Trois mois après ma démission, en octobre, j'ai rencontré Emmanuel à Paris. Il m'a dit que lors

d'une réunion au sommet avant sa tentative infructueuse de médiation avec Alexis, il avait relayé mon avis : que l'accord de la troïka pour la Grèce était une version moderne du Traité de Versailles. Merkel l'avait entendu et, selon Emmanuel, avait ordonné à Hollande d'écarter Macron des négociations avec la Grèce.

En écrasant le printemps grec, la troïka a non seulement porté un coup à la Grèce, mais aussi à l'intégrité et à l'esprit de l'Europe. Emmanuel Macron a été le seul membre du système qui a essayé de s'y opposer. Je pense qu'il est de mon devoir de faire en sorte que les Français progressistes, sur le point d'entrer (ou de ne pas entrer) dans le bureau de vote au deuxième tour de l'élection présidentielle, fassent leur choix en ayant pleinement conscience de cela.

Pour ma part, ma promesse à Emmanuel est la suivante : je vais me mobiliser pleinement pour vous aider à battre Le Pen, et je me joindrai avec la même force aux prochaines Nuits debout pour m'opposer à votre gouvernement lorsque – et si – en tant que président, vous tentez de poursuivre la mise en œuvre de votre néolibéralisme qui est déjà un échec.

Nommé, le 27 janvier 2015, ministre des finances dans le gouvernement d'Alexis Tsípras, Yanis Varoufakis démissionne de son poste au lendemain du référendum du 5 juillet. Une partie de ce texte inédit est un extrait de son livre, *Adults in the Room : My battle against Europe's Deep Establishment*, publié à Londres par Boadly Head le 4 mai et plus tard en français, par Les Liens qui Libèrent.

Yánis Varoufákis (Economiste, ancien ministre des finances grec)